

FAITS SAILLANTS

- L'Equipe humanitaire pays et des représentants du gouvernement haïtien se sont réunis en atelier pour définir le plan de réponse aux besoins humanitaires prioritaires en 2016 ;
- Les récentes inondations ont affecté plus de 10 000 familles et renforcent les préoccupations des populations vulnérables du pays ;
- Depuis le début de l'année, 7 782 cas et 96 décès ont été enregistrés, rapportent les autorités sanitaires ;
- Le directeur des Operations d'OCHA, John Ging, et L'Expert indépendant des Nations-Unies, M.Gustavo Gallón, en visite en Haïti, le mois dernier, plaident respectivement pour la relocalisation et le respect des droits des personnes retournées de la République Dominicaine.

CHIFFRES CLES

Nb. de déplacés dans les camps Source: DTM, Janvier 2016	59 000
Nb. cumulatif de cas suspects de choléra (1 ^{er} Janv. au 28 Février 2016) Source: MSPP	7 782
Nb. de décès dus au choléra (1 ^{er} Janv. au 28 Février 2016)	96
Nb. de personnes en insécurité alimentaire Source: CNSA	3,6 m
Nb. de personnes en insécurité alimentaire sévère Source: CNSA	1,5 m
Nb. d'enfants souffrant de Malnutrition Aigüe Globale Source : Unicef	131 405



Au sommaire

- Plan de réponse humanitaire P.1
- Préparation et réponse aux urgences P.2
- Epidémie de choléra P.4
- Crise binationale P.5

Haïti: le plan de réponse aux besoins humanitaires en cours d'élaboration

Un atelier pour identifier les besoins les plus prioritaires et les mécanismes de mobilisation de réponse a été réalisé à Port-au-Prince

La communauté humanitaire, de concert avec le gouvernement haïtien, vient de lancer le processus d'élaboration d'un plan de réponse humanitaire (HRP) en Haïti. Un atelier de travail a été organisé le 24 février dernier en vue de mettre en commun les plans de réponse humanitaire sous le leadership du Coordonnateur Humanitaire. Cet atelier, qui a vu la participation des Ministres de la santé publique et des Haïtiens vivant à l'étranger (MHAVE), du Directeur Général du Ministère de la planification et de la coopération externe (MPCE), a été une occasion pour les acteurs humanitaires et le gouvernement haïtien de se prononcer sur les défis à prendre en compte dans la rédaction de ce document.



Les membres de l'Equipe Humanitaire Pays et des représentants du Gouvernement en Haïti lors de l'Atelier de mise en commun des plans de réponse humanitaire le 24 février à Port-au-Prince. Crédit photo : OCHA Haïti

les personnes déplacées, la préparation et la réponse aux urgences.

Pour sa part, M. Yves Robert Jean Directeur General du MPCE a insisté sur le fait que l'aide humanitaire ne peut pas se constituer en une simple distribution de l'assistance mais aussi d'actions plus en profondeur devant permettre aux populations en proie à la pauvreté d'avancer vers le relèvement et la réhabilitation. La Ministre de la Santé, Mme Duperval, a abondé dans le même sens en soulignant qu'il doit exister une articulation entre l'humanitaire et le développement. Selon elle, il est important de mettre l'emphase sur les résultats et non les processus. De son côté, M. Robert Labrousse du MHAVE dit apprécier les efforts déployés par la communauté internationale en soutien au gouvernement haïtien dans la réponse aux besoins des populations vulnérables.

Le Coordonnateur humanitaire ai, M. Marc Vincent, dans son mot d'introduction a rappelé que ce travail est le fruit d'actions conjointes et de discussions avec les partenaires ayant déjà débouché sur le consensus de produire un aperçu des besoins humanitaires (*HNO-Humanitarian Needs Overview*) sur la base des besoins réels identifiées pour chaque priorité humanitaire dont le choléra, la sécheresse, la problématique binationale,

Cet atelier a permis de définir les actions prioritaires à entreprendre pour adresser les besoins des populations les plus vulnérables. Il s'agit des besoins humanitaires suivants : le choléra, la sécheresse, la problématique binationale, les personnes déplacées, la préparation et la réponse aux urgences

Des discussions en profondeur ont été faites quant aux réponses essentielles à prendre en compte par rapport aux problématiques de la sécheresse, de la pénurie de l'eau et sa conséquence ; la prise en compte de l'analyse selon le genre et les groupes vulnérables ; la cartographie de la situation nutritionnelle dans le pays et les enfants issus de familles pauvres ; le problème de l'eau et de l'assainissement, la recrudescence du choléra ; et les vulnérabilités naturelles liées à la dégradation de l'environnement. Tous ces points ont été énumérés dans un cadre d'analyse et de réexamen des besoins réels, la définition des priorités et la réévaluation de la réponse en cours et des lacunes à combler.

Haïti demeure l'un des pays les plus exposés aux désastres naturels et aux aléas climatiques. Le choléra y demeure une urgence, avec 27 communes en alerte rouge. Selon le dernier rapport du CNSA, la problématique de la sécurité alimentaire, combinée avec la sécheresse suite aux conséquences d'El Nino, a affecté 3.6 millions de personnes dont 1.5 millions en situation d'insécurité alimentaire sévère. La problématique binationale vient de renforcer les préoccupations des acteurs humanitaires et de l'état haïtien, avec plus de 73 milles rapatriés ou retournés volontaires de la République Dominicaine depuis juin 2015, selon la dernière évaluation d'IOM. En plus, environ 60 mille personnes déplacées internes après le tremblement de terre se retrouvent encore dans 37 sites d'accueil et ont besoin d'assistance.

La saison des ouragans : une menace imminente pour Haïti et ses populations vulnérables

À la suite des récentes pluies, des inondations ont déjà affecté plus de 10 000 maisons

Les inondations pourraient compliquer davantage la situation des familles vulnérables déjà en proie à des difficultés économiques.

Alors que la saison des pluies n'a pas encore commencé, plusieurs départements du pays, notamment le Nord, la Grand Anse et l'Ouest, ont subi les effets des inondations affectant des milliers de familles. En effet, plus de 10 000 maisons ont été inondées dans le Nord et dans l'Ouest, une personne tuée et une autre disparue dans le département de la Grand-Anse, tel est le bilan des intempéries associées au front froid du 27 au 29 février publié le 3 mars par les responsables de la DPC (Direction de la protection civile).



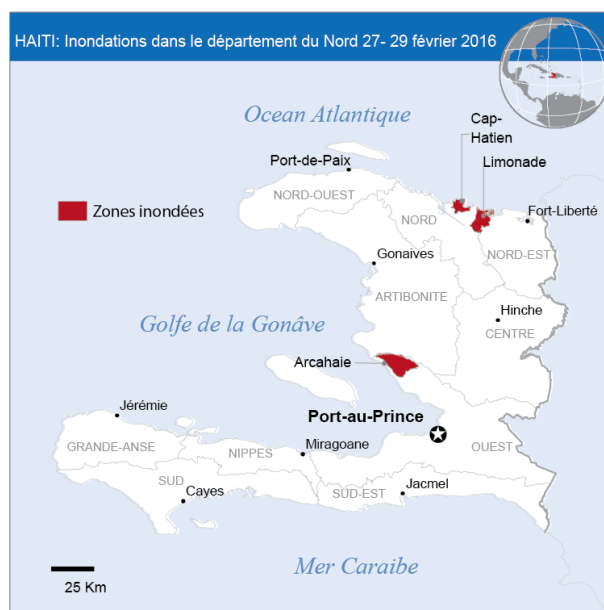
Une rue inondée au Cap-Haitien. Crédit photo : DPC

Les autorités du Nord font état également des dégâts sur les infrastructures scolaires et agricoles et des pertes de bétails notamment à Limonade et Cap-Haitien ; les deux communes les plus affectées par ces récentes inondations.

En attendant la poursuite des évaluations, plus de 10 000 familles ont besoin particulièrement de nourritures, de couvertures et de matelas. Des moustiquaires et des kits de cuisine sont nécessaires pour assister ces familles.

Les conditions sanitaires ont été aggravées par le passage de cette intempérie ; ce qui peut contribuer à une propagation de l'épidémie de choléra dans les quartiers affectés. Des produits de purification de l'eau (chlore, détergent) ainsi que des kits d'hygiène doivent être distribués aux familles affectées.

En vue de faire face à la situation, les structures d'intervention (EIC, pompiers, brigadiers et volontaire de la protection civile) au niveau des communes affectées ont été mobilisées afin de procéder notamment à la distribution des matériels pour les abris (couvertures, matelas, nourriture) et des kits d'hygiène et des produits de nettoyage pour les familles affectées. Oxfam GB a décontaminé 4 puits à Cap-Haitien et procéder au



renforcement la surveillance à base communautaire et la sensibilisation contre le choléra au niveau des communautés touchées.

Dans le département de l'Ouest, particulièrement à Arcahaie où plus de 250 maisons ont été inondées, la Croix Rouge haïtienne, ACTED et OXFAM GB ont distribué des kits d'hygiène, mis en place des points de chloration d'eau et organisé des séances de sensibilisation.

Les autorités locales veulent maintenir la mobilisation afin de poursuivre la préparation et la réponse particulièrement dans les communes affectées. Ainsi, la Direction de la protection civile, dans son rapport de situation

publié le 3 mars, recommande particulièrement la poursuite des évaluations afin de mieux conduire les actions de réponse, le renforcement des activités de mitigation (curage des canaux, canalisation, drainage, gabionnage de rivières ...), le rétablissement de l'accès dans les zones affectées et le renforcement des actions de sensibilisation sur les risques d'épidémie (choléra, Zika).

Les acteurs intensifient la préparation

Dans le cadre de préparation à la prochaine saison cyclonique, les acteurs du Système national de la Gestion des risques et des désastres sont mobilisés et continuent d'intensifier les actions. La Direction de la protection civile prévoit d'organiser un exercice de simulation (SIMEX) le 29 avril prochain au cap haïtien en vue de tester les capacités fonctionnelles actuelles du Système national de gestion des risques et des désastres (SNGRD) au niveau des structures centrales et décentralisées. Cet exercice permettra entre autres d'évaluer les capacités de coordination des acteurs nationaux, au niveau central et départemental, les capacités de faire face aux situations critiques que pourraient entraîner le passage de plusieurs cyclones et les interactions avec la communauté humanitaire internationale.

La Direction de la protection civile, avec le support de la communauté internationale est en train de mettre à jour le plan de contingence qui permettra de coordonner les activités de préparation et de réponse aux catastrophes naturelles en. Les acteurs nationaux et internationaux sont très vigilants et se préparent à supporter les efforts mis en place par le gouvernement dans le cadre de ce plan.



Exercice d'évacuation du village Gari de St Philomene a Tabarre. Crédit photo : COOPI

Au niveau des ONGs, plusieurs actions de sensibilisation sont en cours notamment avec COOPI et GOAL qui viennent conjointement de réaliser à Tabarre le 25 février dernier le premier exercice d'évacuation dans le cadre du projet de renforcement des capacités de préparation, de mitigation et de réponse aux catastrophes dans les communautés urbaines les plus vulnérables. Financé par la Direction générale de l'Aide Humanitaire et protection civile de la

Commission européenne (ECHO), cet exercice a simulé une évacuation suite à un glissement de terrain avec la communauté en collaboration avec la Protection Civile départementale, communale et locale et avec les équipes d'intervention communautaire (EIC) de la zone.

A travers cet exercice, COOPI et Goal soutiennent les efforts visant à renforcer les capacités de préparation à la réponse des communautés les plus vulnérables en essayant de créer des réflexes automatiques à activer pour gérer au mieux une situation d'urgence et éviter au maximum le nombre de victimes.

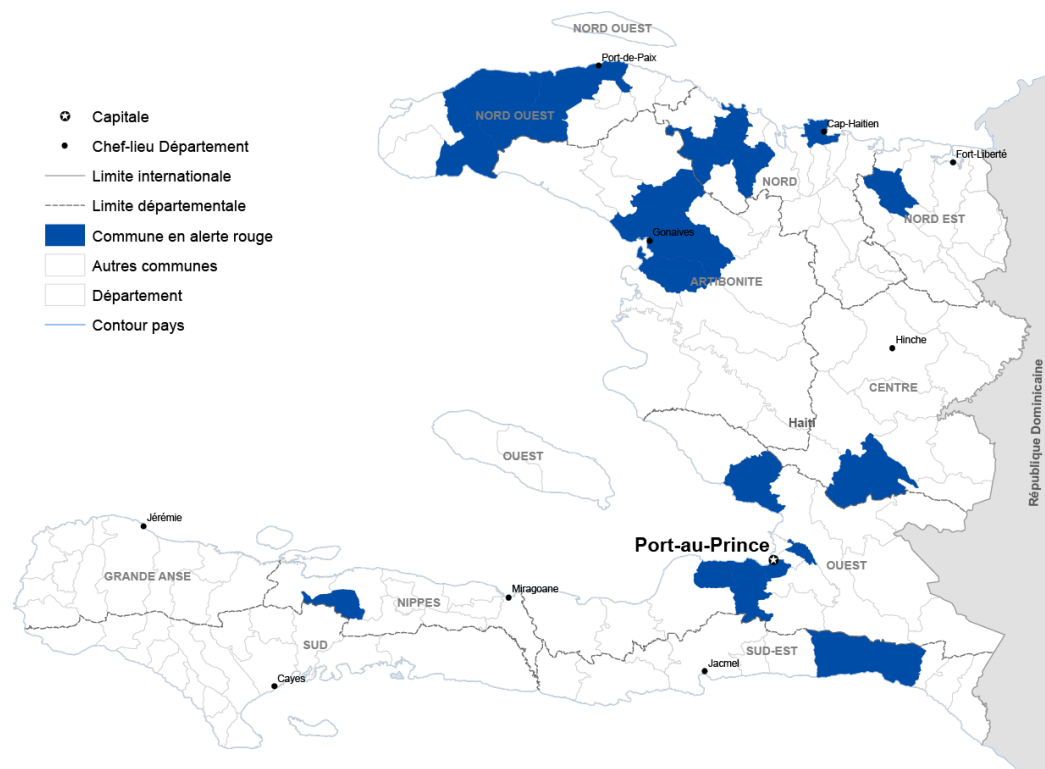
Epidémie de choléra : une tendance à la baisse depuis le début de l'année observée en dépit des récentes pluies

7 782 cas et 96 décès enregistrés depuis le début l'année, selon les données officielles

Les acteurs doivent garder une vigilance accrue et renforcer les actions de prévention et de sensibilisation des populations vivant dans les zones les plus à risques.

Les données officielles publiées par le Ministère de la Santé publique et de la population (MSPP) indiquent une réduction graduelle du nombre de cas. En effet, du 1 janvier au 27 février (8e semaine de 2016), 7 782 cas et 96 décès (65 institutionnels et 31 communautaires). Le mois de janvier est caractérisé par un nombre de cas plus élevé que la même période en 2015, mais la tendance observée depuis le premier janvier au 27 février est celle d'une réduction graduelle du nombre de cas à chaque semaine épidémiologique et cela en dépit des récentes pluies. Le nombre de décès est par contre plus élevé en 2016 (96) qu'en 2015 (67) sur la même période.

Les départements de l'Ouest (particulièrement la région métropolitaine de Port-au-Prince), le Nord, l'Artibonite et le Centre sont les plus affectés et enregistrent à eux seuls près de 76% pour cent des cas vus. Le MSPP signale que 18 communes sont en alerte rouge. Il s'agit de Gonaïves, L'Estère (Artibonite), Cap-Haïtien, Limbé, Pilatte, Port Margot (Nord), Trou du Nord (Nord Est), Port de Paix, Baie de Henne, Jean Rabel (Nord-Ouest), Cabaret, Gressier, Carrefour, Tabarre, Port-au-Prince (Ouest), Plaisance du Sud (Nippes), Mirebalais (Centre) et Belle Anse (Sud Est).



Cette situation témoigne d'une meilleure capacité de contrôle de la transmission lors de flambée et au même temps de la nécessité de renforcer les efforts pour le renforcement

de la prise en charge des cas. La communauté humanitaire continue d'appuyer le gouvernement haïtien dans ses efforts visant non seulement à assurer une réponse rapide et efficace à l'épidémie de choléra en améliorant l'accès aux services Eau potable, Hygiène et Assainissement et santé mais aussi à réduire la vulnérabilité des populations vivant dans les zones les plus à risque de cholera. Dans le cadre de la poursuite de cet engagement, un plan de réponse humanitaire dans lequel la réponse à l'épidémie de choléra constitue l'une des priorités est en cours d'élaboration.

Entre temps, le gouvernement haïtien et la communauté humanitaire recommandent la vigilance des acteurs et de la population au moment où le pays va recevoir plus de pluies. La poursuite des activités de sensibilisation des populations aux bonnes pratiques d'hygiène, la mise à disposition des stocks d'intrants et de médicaments dans les hôpitaux et la distribution des produits de chloration d'eau sont entre autres les actions en cours en vue de faire a l'épidémie.

Situation humanitaire : la problématique migratoire binationale au cœur des débats

La réponse doit prendre en compte non seulement la relocalisation des personnes retournées mais également leur protection en termes d'accès aux services de base

La situation humanitaire déjà fragile du pays s'est détériorée avec l'arrivée des personnes de la République Dominicaine. Cela a engendré l'installation des sites de spontanées à Anse à pitres dans des conditions difficiles.

La situation humanitaire dans laquelle se trouve le pays interpelle les acteurs au niveau international que national. L'Expert indépendant des Nations-Unies, M.Gustavo Gallón, dans son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en Haïti a fait mention de cinq problèmes graves en matière des droits de la personne en Haïti, dont la situation vulnérable des personnes affectées par le tremblement de terre, les victimes du choléra, et des déportés d'origine haïtienne relevant de la réponse humanitaire.

M. Gallón a pris note des efforts de la communauté humanitaire et du gouvernement pour continuer le processus de relocalisation pouvant assurer des conditions de vie dignes et durables pour les 60 mille déplacés internes. Par rapport à la situation migratoire, l'Expert a rappelé la situation difficile dans laquelle se trouve la population déportée ou retournée de la République Dominicaine. Il a aussi salué le travail réalisé par des organisations civiles et religieuses qui se fait dans des circonstances très précaires. En ce sens, Il a réitéré l'appel aux autorités haïtiennes pour prendre les mesures nécessaires afin de prévenir cette situation et de garantir les droits de ces individus touchés directement.



Une des familles installées dans des sites temporaires à Anse à pitres. Crédit photo : OCHA Haïti

Il est important de relever qu'Haïti est au cœur des actions de plaidoyer pour la mobilisation de fonds devant répondre aux besoins humanitaires. C'est dans ce sens que le Directeur des opérations du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires(OCHA), Monsieur John Ging, a effectué une mission en Haïti du 11 au 13 février dernier. Lors de sa mission, il a visité deux sites à Anse-Pitres logeant les personnes déportées et rapatriées de la RD. M. Ging voulait en effet se faire une idée globale de la détérioration de la situation humanitaire dans le pays. Il en a profité pour discuter avec les acteurs sur le terrain et les autorités locales.

Suite au plaidoyer engagé par l'Equipe humanitaire pays, près de 2 millions de dollars américains ont été alloués pour Haïti dans la fenêtre « intervention rapide » du CERF en décembre dernier afin de répondre aux besoins les plus urgents de la population affecté para la problématique binationale, y compris la relocalisation des populations vivant dans les sites à Anse à Pitres. Ces fonds couvriront des actions de renforcement du soutien et l'assistance en faveur des enfants affectés par la déportation, incluant les enfants non

accompagnés venant de la République Dominicaine ; d'assistance à la protection des personnes nées en République Dominicaine ; et d'assistance urgente aux migrants et des personnes avec des besoins spécifiques, y compris la relocalisation.

A l'heure où le monde tourne son regard vers les crises humanitaires de grande envergure comme la Syrie, Yemen et le Sud Soudan, etc..., il est impérieux de travailler pour que la situation humanitaire en Haïti ne reste pas oubliée. Cela requiert une nouvelle stratégie de communication, de mobilisation de ressources et de nouvelles approches de mise en œuvre des différents projets et programmes.

En bref

Plus de 200 000 enfants haïtiens en dessous de l'âge de 15 ans en situation non acceptable de travail domestique, révèle une étude

Une étude conduite par la fondation de recherche norvégienne FAFO, en partenariat avec l'Institut Haïtien de l'Enfance (IHE), a révélé qu'environ 207 milles enfants haïtiens fournissent plus de 14 heures de travail. Une situation jugée non acceptable car il s'agit d'une exploitation des enfants en domesticité.

Cette recherche révèle également que ces enfants de moins de 15 ans travaillent, pour la plupart des cas dans des conditions dangereuses ou analogues à l'esclavage (pires formes de travail des enfants). L'étude ajoute qu'un enfant sur quatre ne vit pas avec ses parents biologiques en Haïti et 77 pour cent des enfants haïtiens ont un retard scolaire.

Ayant permis de collecter des informations objectives sur le placement des enfants et la situation des enfants travailleurs, cette étude recommande deux mécanismes de protection: une protection plus « informelle » basée sur les enfants, adultes et la communauté impliquée dans le placement de l'enfant - et une protection plus institutionnelle, placée sous l'autorité de l'Etat avec le soutien des ONG, des organisations internationales, et des acteurs de la société civile.


Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Widlyn Dornevil, chargé de l'information publique, dornevil@un.org, (509) 3702 5182

Rachelle Elien, chargée de l'information publique, elien@un.org, (509) 3702 5177

Alix Nijimbere, chargé du reporting humanitaire, nijimbere@un.org, (509) 3702 5790

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur <http://haiti.humanitarianresponse.info/> | www.unocha.org | www.reliefweb.int

Rejoignez OCHA Haïti sur les médias sociaux :  @OCHAHaiti |  OCHAHaiti